



Version non confidentielle / Publiable

Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Réponse Transatel :

Préambule :

Transatel comprend la mesure d'interdiction de toutes les mises à disposition de numéros à compter du 1er juillet 2028, qui va dans le même sens que la réforme initiée à partir de 2018, pour préserver les ressources en numérotation et lutter contre les abus et les fraudes.

Le problème initial que l'ARCEP voulait résoudre en réorganisant le plan de numérotation et en interdisant la mise à disposition de numéros mobiles entre opérateurs provenait des numéros virtuels, utilisés abusivement pour du démarchage téléphonique.

Depuis, la situation a été régulée : chaque acteur du marché des numéros virtuels a pris les mesures nécessaires et l'usage abusif des numéros virtuels n'existe plus.

Nous comprenons que l'ambition de l'ARCEP est désormais d'aller plus loin, en rationalisant l'usage des numéros mobiles et en étendant ces règles aux Full MVNO comme aux Light MVNO, y compris pour des numéros "réels", "non virtuels".

Ce faisant, une distorsion de concurrence a été créée.

Les nouvelles obligations impliquent pour les Full MVNO clients de Transatel de devoir s'enregistrer directement auprès de l'ARCEP, l'APNF et l'EGP. Or, certains concurrents qui ont d'autres modèles que le Full MVNO, comme la revente sur leur architecture Light MVNO, ne respecte pas cette obligation, ce qui crée une distorsion de concurrence. Par ailleurs, il y aurait des montages tripartites opérateur-revendeur-utilisateur qui permettraient d'échapper à ces contraintes.

Ainsi, d'un côté, il y a des acteurs comme Transatel qui supportent des coûts considérables pour se mettre en conformité : intégration avec l'EGP pour gérer les migrations techniques, temps passé pour la mise en conformité, éducation du marché et des clients. Il faut également noter que la charge financière est lourde aussi pour les petits MVNO, à cause des démarches supplémentaires qu'ils supportent pour s'inscrire à l'ARCEP, à l'APNF, à l'EGP, et des cotisations à payer à ces organismes.

Et de l'autre côté, il y a des acteurs qui continuent d'échapper à toutes ces contraintes, au moins jusqu'au 1er juillet 2028, si la réforme de l'ARCEP est adoptée et effectivement appliquée à cette date.

En définitive, ces nouvelles mesures : risquent d'éliminer les petits acteurs, alourdissent énormément la charge de travail des agrégateurs et de l'EGP, provoquent des distorsions de concurrence, et cela sans garantie de bénéfices réels, alors que le problème des numéros virtuels, qui justifiait initialement cette réforme, a déjà été largement résolu.

Demande de clarification de la notion d'opérateur pour éviter les distorsions de concurrence :

Aujourd'hui, les opérateurs mobiles suivent des modèles très différents.



Chez Transatel, nous mettons en place de véritables Full MVNO : ils doivent s'enregistrer auprès de l'ARCEP et respecter l'ensemble des obligations prévues par la réglementation du 1er juillet 2025.

Certains concurrents, en revanche, pratiquent la simple revente en marque blanche via des Light MVNO ou montages tripartites (opérateur–revendeur–utilisateur), leur permettant d'éviter ces contraintes.

Cette situation crée une insécurité juridique pour les utilisateurs et une distorsion de concurrence qui pénalisent les acteurs comme Transatel qui perdent des clients Full MVNO au profit de concurrents qui appliquent un autre modèle plus souple.

Exemple : [SDA], qui confie désormais ses activations mobile Voix-SMS-Data à un concurrent opérant en « marque blanche revendeur ».

Transatel demande donc :

- soit de repousser l'application de la réglementation à 2028 pour les Full MVNO (cette option nous semble plus réaliste),
- soit de réellement imposer dès janvier 2026, et non 2028, les mêmes obligations aux autres modèles.

Pour illustrer concrètement les impacts de l'interdiction de la mise à disposition des numéros mobiles, Transatel distingue ses clients actuels et potentiels.

Opérateurs déjà clients de Transatel

Transatel est confronté à deux difficultés majeures concernant ses clients ayant lancé des offres Full MVNO.

A) Cas des clients qui abandonnent le Full MVNO pour la téléphonie mobile

Certains clients Full MVNO, comme [SDA], ont décidé de mettre fin à leurs activités nécessitant des numéros mobiles à 11 chiffres, après avoir pris connaissance des évolutions réglementaires en cours. Ils conservent toutefois leur Full MVNO Transatel pour des usages limités, exclusivement sur des numéros à 15 chiffres.

La lourdeur administrative, combinée à un volume d'activité réduit, rendait le modèle non viable. Le temps consacré à la gestion et les nouvelles cotisations obligatoires (APNF pour le MAN, EGP pour la portabilité), liées au statut de déclarant auprès de l'ARCEP, ont fini par compromettre leur rentabilité.

En pratique, [SDA] continuera d'exploiter le Full MVNO uniquement pour ses usages data sur des numéros à 15 chiffres. En revanche, ses activités de téléphonie mobile sur numéros à 11 chiffres seront transférées à un concurrent opérant en « marque blanche revendeur » [SDA].

B) Impossibilité de migrer la base installée avant les travaux de l'EGP en 2026 :



Les numéros mis à disposition par Transatel à ses MVNO jusqu'à présent ont été attribués de manière non consécutive au sein des tranches de numéros de Transatel. Une même tranche pouvant être partagée par plusieurs MVNO, la rétrocession par simple transfert de plage n'est donc pas possible.

L'alternative au transfert de plage, la portabilité technique, n'est pas possible au sein d'un même opérateur comme Transatel tant que les évolutions de l'EGP, prévues pour 2026, n'auront pas été mises en œuvre.

Transatel souligne également que les évolutions techniques nécessaires dans l'EGP, permettant à Transatel de gérer la portabilité des petits MVNO en marque blanche, sont directement liées au déploiement de la nouvelle plateforme PNM. Or, sa livraison par le GIE EGP n'est prévue qu'à partir de juin 2026. Ce n'est qu'à partir de cette date que Transatel pourra engager ses propres développements, estimés à [SDA]. Ce chantier représente une charge significative, équivalente à près de 8 % de la marge annuelle générée par cette activité [SDA].

Cette situation pose un problème de rentabilité pour Transatel, dans un contexte où son MNO hôte [SDA] augmente ses tarifs.

Elle constitue également une contrainte pour les clients de Transatel, qui devront assumer des coûts supplémentaires liés à la gestion des portabilités, ce qui limitera leur capacité à recruter de nouveaux clients. La faisabilité de ces projets reste donc incertaine. Un transfert de cette charge sur Transatel pourrait être envisagé, mais uniquement si une rémunération spécifique est prévue pour couvrir les efforts liés à l'intégration de la nouvelle plateforme et à la gestion des portabilités.

Nouveaux clients :

Notre nouveau client [SDA], qui envisageait initialement un lancement en Full MVNO, a finalement renoncé à ce projet afin d'éviter les démarches administratives.

Il s'agit d'une petite structure aux moyens financiers limités, qui préfère concentrer ses efforts sur la vente plutôt que sur la gestion administrative et le paiement de cotisations.

La mesure interdisant la mise à disposition de numéros risque d'empêcher le lancement de certains petits MVNO ou de rendre leur modèle économique non viable, en raison des coûts fixes et des obligations d'adhésion à l'EGP et à l'APNF.

Nous demandons donc aux autorités un accompagnement spécifique, incluant, si possible, des mesures transitoires ou des dérogations pour les cas les plus fragiles.

Transatel recommande également d'alléger la charge administrative pesant sur les opérateurs MVNO en marque blanche qui demandent leurs tranches de numéros mobiles à l'ARCEP. La multiplication des documents à produire, rapports détaillés, schémas explicatifs, cas d'usage ou contrats, s'ajoute à la gestion des mandats EGP et aux procédures de transfert de numéros mobiles sur l'Intranet. Cette accumulation représente un poids considérable, en particulier pour les structures de taille modeste, qui doivent mobiliser des ressources importantes au détriment de leur développement commercial ou technique.

À ce jour, Transatel gère les données relatives à ses clients opérateurs et les agrège dans les rapports qu'elle adresse régulièrement à l'ARCEP, incluant la liste des numéros, le nombre de clients finaux ainsi que le volume de communications. Ce dispositif fonctionne efficacement et nous souhaitons pouvoir continuer à faire ces tâches de reporting pour les clients.



Transatel reste à la disposition de l'ARCEP pour participer aux groupes de travail techniques et partager son retour d'expérience sur la migration des clients concernés.

Question 10 : Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Réponse Transatel :

Un nouvel opérateur met plus d'un an à se lancer : il doit d'abord obtenir ses numéros, puis réaliser ses développements techniques avant de pouvoir les utiliser. Une tranche peut donc rester inutilisée la première année.

L'Arcep pourrait délivrer une « promesse d'attribution » pour un usage précis, sans affecter immédiatement de numéros.

De la flexibilité pourrait aussi être prévue : délai prolongé sur demande motivée, attribution en blocs plus petits (100–200 numéros), ou justification en cas de retard de lancement.

Question 1. Catégorie des numéros polyvalents pour l'intérêt général

Réponse Transatel :

Transatel soutient la création d'une catégorie dédiée aux numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général.

Cependant, la tranche de numérotation 09 73 43 ne semble pas appartenir à cette catégorie.

L'Autorité peut-elle préciser l'usage auquel cette tranche est destinée, et si notamment elle peut être utilisée pour un usage dit conversationnel ?

Par ailleurs, de manière plus générale, nous demandons à l'Autorité de clarifier les modalités d'attribution et de renouvellement de tous les types de numéros, **pour les opérateurs qui ont leur siège social en dehors de l'Union Européenne, et notamment de prévoir que ces opérateurs offrent de garanties financières suffisantes**. Transatel constate que certains opérateurs qui ont leur siège social en dehors de l'Union Européenne peuvent se voir attribuer des ressources en numérotation, alors qu'en l'état des systèmes juridiques actuels il est impossible de faire respecter les décisions françaises contre ces acteurs. Ainsi ces acteurs échappent à leurs obligations contractuelles et réglementaires. Cela fait peser sur les opérateurs partenaires français un risque financier important qui n'est pas tolérable. Les conditions dans lesquelles ces acteurs étrangers se voient attribuer des ressources en numérotation doivent être revues par l'Autorité, qui doit veiller à ce que ces acteurs offrent des garanties suffisantes, notamment pour couvrir le paiement des sommes auxquelles ils pourraient être condamnés sur base d'une décision de justice française.

Question 2. Altération du numéro d'appelant

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 ») ?



Réponse Transatel :

Transatel prend acte de la proposition d'utiliser la valeur "99 99 99 99 99" comme identifiant d'appelant banalisé pour les appels non authentifiés. Nous n'avons pas d'objection de principe, mais nous attirons l'attention sur le fait que cette solution dégrade l'information disponible pour l'utilisateur final et peut compliquer la gestion des appels et inciter l'utilisateur final à ne pas prendre l'appel alors qu'il est peut être légitime.

Nous comprenons que cette problématique est liée aux réseaux 2G et 3G et donc notre recommandation est de reporter cette décision au moment de la généralisation des réseaux IMS.

Question 7. Délai de réaffectation après résiliation à l'initiative de l'opérateur

Réponse Transatel :

Transatel soutient l'harmonisation du délai de réaffectation (45 à 120 jours).

Question 26. Fourniture de contacts fonctionnels

Réponse Transatel :

Transatel soutient la généralisation des contacts génériques pour les demandes d'attribution, afin de garantir la continuité des échanges avec l'ARCEP. Nous demandons toutefois la possibilité de fournir un contact nominatif en cas de besoin spécifique ou de gestion d'incident.